

HORIZONS

Des coopérant·e·s pour un monde plus juste



5 | XXX

XXXX

2-4 | COLOMBIE : SUR LE CHEMIN DE LA PAIX

Le droit de vivre

2-3 | **UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE À LA GUERRE**

Reportage : L'exemple de la Garde indigène, qui lutte contre la violence sans armes

4 | **DROITS HUMAINS BAFOUÉS**

Malgré les accords de paix de 2016, la situation est dramatique



Tullio Togni (à gauche) lors d'une réunion des coordinateurs de la Garde indigène à Popayan : Oveimar Tenorio est à droite, Vladimir Mulcue (coordinateur des opérations) au centre. Tous deux portent le bâton de la parole, décoré de rubans rouges et verts : il représente symboliquement le pouvoir de la parole des ancêtres et confère le droit et le devoir de défendre la vie et le territoire.

Le droit de vivre

Le département du Cauca, en Colombie, a une superficie équivalente à la moitié de la Suisse. Il abrite environ 300 000 personnes indigènes en danger de mort permanent en raison de l'extrême violence qui règne dans la région. Le CRIC, Conseil régional indigène du Cauca, les représente et défend leurs droits avec l'aide de la Garde indigène, qui lutte contre la violence sans avoir recours aux armes.

Rédaction: Priscilla De Lima; Photos: CRIC

« Oveimar Tenorio a été enlevé alors qu'il était avec sa famille », me dit Tullio Togni au téléphone, expliquant pourquoi son collègue colombien ne répond soudain plus à mes appels. Il y a quelques jours, des malfrats l'ont arrêté, ont pointé un pistolet sur sa tempe et lui ont tout pris, y compris son téléphone et sa voiture blindée. Mais il s'agissait de criminels ordinaires, pas d'un groupe armé. Ils ne voulaient pas le tuer ». C'est ainsi que, paradoxalement, la terrible nouvelle est accueillie avec soulagement. Car Oveimar vit constamment sous menace de mort en raison de son rôle de coordinateur politique de la Garde indigène du CRIC, le Conseil régional indigène du Cauca, l'organisation partenaire de Comundo pour laquelle Tullio Togni travaille en tant que coopérant.

Oveimar Tenorio, 31 ans, papa d'une fille de trois ans, a toujours été proche du CRIC. Il est coordinateur politique de la Garde indigène depuis quelques années, suite à l'assassinat de son prédécesseur Albeiro Camayo en 2022. « Lorsque j'ai accepté ce poste, je savais très bien ce que je risquais. J'ai perdu beaucoup d'amis et je sais que, tôt ou tard, je devrai probablement donner ma vie pour la cause », dit-il. Cela n'enlève rien à sa lucidité : « Nous avons des objectifs clairs : nous représentons onze peuples indigènes

différents et nous voulons œuvrer pour une coexistence pacifique dans le respect de l'interculturalité. Nous nous formons continuellement et nous promouvons nos savoirs ancestraux, qui nous permettent de vivre en harmonie les un-e-s avec les autres et avec la terre qui nous accueille ».

Malgré la signature des accords de paix en 2016, le conflit en Colombie est loin d'être terminé. Au contraire, après quelques années de trêve relative, le niveau de violence est à nouveau préoccupant : les meurtres, la torture, les déplacements, le recrutement forcé et les disparitions sont en augmentation. La situation s'avère très complexe en raison de la présence de plusieurs groupes armés (les groupes dissidents des FARC, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, l'Armée de Libération Nationale, les groupes paramilitaires et les trafiquants de drogue) qui se disputent le contrôle du territoire, au détriment de la population indigène : en 2023, 800 personnes indigènes ont été victimes d'atteintes à leur vie et à leur intégrité.

La Garde indigène regroupe environ 12 000 personnes, incluant des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées, qui

« Si je dois mourir, je veux le faire ici, sur ma terre, en la défendant avec ma tête et mon cœur ! »

Oveimar Tenorio, coordinateur politique de la Garde indigène du CRIC

garantissent la sécurité de la région. Sans aucune arme : ils et elles ne portent qu'un bâton, qui représente symboliquement le pouvoir de la parole des ancêtres et confère le droit et le devoir de défendre la vie et le territoire. Les mouvements forts comme le CRIC sont particulièrement visés par les groupes armés, notamment en raison de leur esprit de résistance et de formation sociale. « Sans les 50 ans d'histoire du CRIC et sa force extraordinaire, les effets de la guerre seraient beaucoup plus dévastateurs dans la région aujourd'hui », explique Tullio Togni, anthropologue social en Colombie depuis près de quatre ans. Depuis sa création en 1971, le CRIC a réussi à récupérer des territoires précédemment occupés par le narcotrafic ou des multinationales étrangères et à devenir un interlocuteur reconnu par le gouvernement.

Jusqu'en 1991, les peuples indigènes n'avaient pas de droits constitutionnels, ils avaient le même statut juridique que les enfants. Aujourd'hui, au contraire, ils forment un gouvernement autonome, avec un système d'éducation et de santé indépendant, une justice indigène spéciale ainsi que la Garde indigène qui s'oppose à la violence par la seule force de la parole : « La lutte armée n'est pas notre voie. Nous savons que la seule possibilité est d'unir la tête et le cœur pour la défense de la terre. Pour nous, il est nécessaire de rechercher la vérité, de créer une mémoire sur ce qui s'est passé et de jeter les bases de la non-répétition de la violence », explique Oveimar Tenorio. Leader silencieux très apprécié et respecté pour

sa force tranquille, Oveimar est aujourd'hui l'un des principaux représentants du mouvement indigène dans le Cauca.

Le rôle de Tullio Togni à l'Observatoire des droits humains du CRIC consiste à donner de la visibilité à ce qui se passe en recueillant, enregistrant, vérifiant et analysant toutes les violations des droits humains provenant des communautés rurales. Le coopérant de Comundo élabore également des recherches sociales sur des questions spécifiques comme que les meurtres, les menaces et les déplacements, auxquels s'ajoutent tous les cas de violations du droit international humanitaire et les dommages causés au territoire qui, dans la conception indigène, est bien plus qu'un espace physique et géographique. Parallèlement, l'Observatoire mène des recherches qui peuvent servir de base à des enquêtes approfondies susceptibles de déboucher sur des mesures de protection (voir l'interview ci-après), y compris au niveau international. « Tullio a le mérite d'être proche du CRIC et de le comprendre en profondeur, souligne Oveimar Tenorio. Il a apporté une importante contribution sur le plan technique, en nous aidant à rédiger des communiqués de presse et à travailler sur l'incidence politique. Mais il offre un soutien dans la vie quotidienne : c'est une présence extérieure, un élément neutre qui nous aide à interagir entre les différentes communautés ». Il espère que cet échange continu débouchera sur une véritable alternative à la guerre : « C'est notre objectif : la coexistence pacifique entre nous et avec la terre qui nous accueille. »

« La Garde indigène représente une véritable alternative à la guerre : elle combat la violence sans utiliser d'armes ! »

Tullio Togni, coopérant de Comundo soutenant le CRIC, le Conseil régional indigène du Cauca.

Destruction des armes confisquées par la justice spéciale indigène : la violence est contrée sans utilisation d'armes.



Ce que Comundo fait en Colombie

- Contribution à la construction d'une culture de la paix et à l'amélioration de la défense, la promotion et l'exercice des droits humains, particulièrement territoriaux et environnementaux
- Accompagnement et soutien aux victimes de la violence, aux niveaux juridiques et psychosocial
- Soutien aux communautés locales pour surmonter les conflits et la violence et renforcer le tissu social
- Prévention du recrutement forcé d'enfants et de jeunes par des groupes armés
- Renforcement de la protection et autoprotection

| | | |
|----|---|---|
| 12 | Organisations partenaires de Comundo : 12 dans le cluster |  |
| 11 | Coopérant-e-s: 9, dont 2 nationaux. 2 débutent leur engagement en février 2025. |  |
| 4 | Projets d'ONG locales financés : 4 dont 2 se terminent en décembre 2024. |  |
| 70 | Comundo è attiva in Colombia da 70 anni |  |



Francisco Henao Bohorquez lors de sa visite en Suisse
Plus d'informations en cliquant sur www.comundo.org/entretien

La situation est dramatique

Francisco Henao Bohorquez, avocat spécialisé dans la défense et la promotion des droits humains, travaille avec la Corporation juridique Yira Castro, une organisation partenaire de Comundo. L'été dernier, il a participé à un voyage de sensibilisation organisé par Comundo en Suisse. Rencontre.

Interview: Priscilla De Lima; Photos: Tullio Togni

Comment évaluez-vous la situation actuelle des droits humains en Colombie ?

Francisco Henao Bohorquez (FHB) : C'est dramatique. Malgré les accords signés en 2016 entre le gouvernement colombien et les combattants, nous sommes loin de la paix. Nous vivons une réalité de violence sociale et politique très forte, dont les leaders indigènes et les défenseuses et défenseurs des droits humains sont les principales victimes. Le non-respect des accords a permis l'expansion de groupes qui n'ont jamais accepté les négociations, leur permettant un renforcement armé et territorial.

Pourquoi y a-t-il tant de victimes parmi les leaders indigènes ?

FHB : Tout tourne autour du contrôle de la terre : les peuples indigènes l'ont toujours occupée, ils en vivent et, à travers des mouvements comme le CRIC, ils en revendiquent la gouvernance. Mais les groupes armés, les paramilitaires et les narcotrafiquants tirent de grands bénéfices économiques de l'exploitation de cette terre. Raison pour laquelle ils n'hésitent pas à s'en prendre directement aux cheffe-s communautaires et sociaux des territoires indigènes qu'ils entendent contrôler. Grâce à la terre, ils gardent leur richesse et leur contrôle, tout en l'utilisant comme monnaie d'échange entre particuliers, ce qui permet de commettre d'autres crimes comme le blanchiment d'argent.

La Garde indigène est-elle encore nécessaire ?

FHB : La Garde indigène est le pilier central d'un processus organisationnel centré sur la protection de la terre, tout en renforçant une solide structure sociale dans son ensemble. Le CRIC joue un

rôle crucial en éveillant les consciences et en formant continuellement ses dirigeant-e-s, qui représentent une base essentielle pour l'ensemble des mouvements indigènes en Colombie. Le mouvement indigène du Cauca est devenu un modèle de résistance à l'échelle nationale, ce qui en fait une cible directe des différents acteurs, légaux et illégaux, ainsi que des médias et des politicien-ne-s lié-e-s ou complices des groupes paramilitaires. De nombreux politiques, adoptant des positions racistes et discriminatoires, ont proposé des « solutions » armées pour traiter ce qu'ils et elles qualifient de « problème » indigène. D'autres initiatives de défense pacifique, comme les gardes paysannes, se sont inspirées du modèle de la Garde indigène, tout en respectant leurs particularités respectives.

Quel a l'été l'apport de votre participation au Mécanisme d'experts de l'ONU sur les droits des peuples indigènes (MEDPI) ?

FHB : Le voyage en Suisse et la participation au MEDPI ont été l'occasion d'organiser plusieurs rencontres en parallèle et des activités de sensibilisation avec le rapporteur spécial pour les peuples indigènes, le bureau du rapporteur spécial pour les défenseur.euse.s des droits humains, la mission permanente de la Colombie auprès des Nations Unies et un cabinet d'avocats spécialisé dans les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. À l'échelle internationale, il est essentiel de mettre en lumière la situation en Colombie. L'opinion publique pense qu'un accord a été signé et qu'il n'y a pas de problèmes. En réalité, le pays traverse une phase de transition délicate qui nous expose à l'instabilité politique et aux intérêts d'acteurs qui tirent profit de la violence armée en Colombie.

ACTUALITÉS

Délégation colombienne à l'ONU

Pourquoi vaut-il la peine d'entreprendre un voyage de la Colombie à la Suisse pour parler des droits de l'homme bafoués ? « Pour se faire entendre ! » Laura Kleiner (copérante Comundo à la Corporación Jurídica Yira Castro) et Tullio Togni (coopérant Comundo au Consejo Regional Indígena del Cauca-CRIC), accompagnés de leurs collègues colombiens Oveimar Tenorio (coordinateur politique de la Garde indigène du CRIC), Francisco Henao Bohorquez (avocat de la Corporación Jurídica Yira Castro) et Ipurepi (alias Oswaldo Rodríguez Macuna, représentant du peuple Je'éruwiwa) sont unanimes : il est nécessaire d'inciter la communauté internationale à répondre à l'urgence humanitaire qui sévit en Colombie, où le conflit armé et la violence se sont intensifiés ces dernières années. C'est pourquoi Comundo a jugé important de financer ce voyage, qui leur a permis de participer à la 17e session du Mécanisme d'experts de l'ONU sur les droits des peuples autochtones et de rencontrer la population suisse à Genève, Lausanne, Berne et au Tessin, à l'occasion de divers événements de sensibilisation. Pour en savoir plus sur ce « voyage de l'espoir », consultez le site :

www.comundo.org/fr/actuel/news



De gauche à droite : Tullio Togni, Oveimar Tenorio, Ipurepi (alias Oswaldo Rodríguez Macuna), Laura Kleiner et Francisco Henao Bohorquez

ENGAGEMENT

Une soirée pour s'informer

Quatre fois par an, Comundo s'associe à trois associations impliquées dans la coopération par l'échange de personnes pour proposer une soirée d'information au départ. La prochaine aura lieu le 3 octobre 2024 dans les locaux de CINFO à la rue Centrale 115, à Bienne. De 18h30 à 20h30, les personnes intéressées en sauront plus sur un engagement dans la coopération, les différents types d'affectations, les conditions et processus d'un engagement ainsi que les prestations offertes aux coopérant-e-s.

Intéressé-e ? Lors cette soirée, Eva Deforel, ancienne coopérante Comundo en Colombie, partagera son expérience. Merci de vous inscrire à cet événement via notre site www.comundo.org/fr/actuel/evenements ou directement sur <https://urlr.me/vz5s1>



ALARME À LA SOLIDARITÉ

L'entraide porte ses fruits

La solidarité suisse est en péril en raison des coupes budgétaires proposées par le Conseil fédéral et le Conseil des États dans le domaine de la coopération internationale au développement. Ces réductions auraient des répercussions considérables, affectant notamment Comundo et ses partenariats de longue date dans sept pays d'intervention. Cependant, ce n'est pas la seule raison de notre engagement dans cette campagne : nous incarnons l'esprit de solidarité et savons qu'elle porte ses fruits ! Faites entendre votre voix vous aussi en vous rendant sur www.alarme-solidarite.ch



CUISINE DU MONDE

Arepas



RECETTE

www.comundo.org/recette

Surprenez vos hôtes avec ce délicieux plat namibien !

RECETTE





« La coopération par l'échange de personnes, c'est le meilleur moyen de comprendre le terrain pour soutenir les gens en réponse à leurs besoins et demandes »

Carole Eggenberger
Soutien de Comundo et traductrice bénévole

Un regard différent

En étant du métier - j'ai travaillé pour le CICR et la DDC notamment -, on pose toujours un œil différent de celui de quelqu'un d'autre, c'est certain. On sait le temps de mise en place d'un projet, l'énergie et le coût nécessaires. On est très curieux, en fait ! Savoir comment les communautés s'approprient le projet, de quelles façons cela profite aux bénéficiaires. Est-ce que ça vaut la peine ? Je n'ai pas besoin de voir des chiffres astronomiques, mais qu'il y ait un sens dans ce qui est fait. Ce que j'ai vu du travail de Comundo au Pérou, c'est qu'elle remplit sa mission et accomplit un travail formidable.

INTERVIEW



INTERVIEW DE CAROLE EGGENBERGER

www.comundo.org/fr/actuel/news

Découvrez l'expérience d'André lors de son voyage au Pérou et quels sont les moteurs de sa générosité !

Newsletter

S'inscrire à notre Newsletter : pour être régulièrement informé-e sur nos offres de coopération pour des engagements à l'étranger, sur l'action de nos coopérant-e-s ou sur nos activités en Suisse romande.

→ www.comundo.org/fr/newsletter



facebook.com/ComundoFribourg



youtube.com/@Comundo-NGO



linkedin.com/showcase/comundo-suisse-romande



Comundo s'engage en faveur des ODD des Nations Unies (Agenda 2030)

IMPRESSUM : HORIZONS / HORIZONTE / CARTA-BIANCA, 4 numéros par an. En tant que donateur/trice, vous recevez Horizons gratuitement ; tirage : 20 700 exemplaires ; ISSN 2673-7558
Éditeur : Comundo Suisse romande, Rue des Alpes 44, 1700 Fribourg, www.comundo.org, Tél. 058 854 12 40, fribourg@comundo.org ; CCP : 17-1480-9, IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9
Rédaction : Denise Ammann ; Priscilla De Lima ; Sylviane Pittet ; Daniel Scherrer
Rédaction photo : Marcel Kaufmann
Impression : Engelberger Druck AG, Stans



Les projets présentés sont soutenus par la DDC (DFAE) dans le cadre du programme institutionnel 2021-2024 d'Unité.



DONS

www.comundo.org/dons

Chaque franc compte :

Merci de vous engager à nos côtés !



Dons depuis la Suisse :

CCP 17-1480-9, IBAN CH89 0900 0000 1700 1480 9

Dons depuis l'étranger :

Luzerner Kantonalbank,

CH-6000 Lucerne, IBAN CH11 0077 8193 8339 1200 3



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**